Le politique au prisme du paysage – Introduction au numéro thématique

Catherine Grout et Monique Toubanc

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/21548>

DOI : 10.4000/paysage.21548

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Catherine Grout et Monique Toubanc, « Le politique au prisme du paysage – Introduction au numéro
thématique », *Projets de paysage* [En ligne], 24 | 2021, mis en ligne le 20 septembre 2021, consulté le
01 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/21548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.21548>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le politique au prisme du paysage – Introduction au numéro thématique

Catherine Grout et Monique Toubanc

- 1 Les quatre axes de la thématique que nous avons proposés aux auteurs correspondent à nos deux champs disciplinaires principaux en sciences humaines : celui de la sociologie et celui de l'esthétique, auxquels s'ajoutent de manière pluridisciplinaire l'anthropologie, la géographie, les études visuelles et la philosophie en écho avec la polysémie du mot paysage. Tout en structurant cette présentation, nos approches différenciées se croisent et se complètent à partir de l'articulation entre le paysage (en tant que relation au monde, expérience, représentation et projet) et le politique.
- 2 À l'origine des deux premiers axes de ce numéro, une hypothèse : le paysage envisagé comme « une modalité particulière [sensible et symbolique] du rapport [matériel/concret/physique et idéal] des sociétés à leur environnement » (Berque, 1995, p. 61), comme « étant de l'ordre de l'expérience vécue, sur le plan de la sensibilité » (Besse, 2013, p. 32) s'articule au politique. Cette hypothèse est poursuivie dans les deux derniers axes en abordant le paysage comme un verbe à partir de ce que *fait* sa représentation (Mitchell, 1994) ainsi que sa place dans les changements de paradigme en cours.

Engagement dans l'action collective : le paysage, enjeu ou instrument politiques au service de la construction d'un monde partagé ?

Quels paysages pour quelles controverses ?

- 3 Le paysage ainsi entendu n'échappe pas aux conflits d'intérêts qui traversent et structurent toute société comme aux tentatives d'arbitrage et de résolution qui leur sont corrélées ; de ce fait, le politique est au cœur des relations de pouvoir, de coopération, d'indifférence, de concurrence qui se nouent autour du paysage, de sa

gestion, de son aménagement et peut prendre la forme d'action collective sous toutes ses facettes.

- 4 Il y a d'abord les controverses¹ ayant pour objet le paysage – on les qualifiera de paysagères. Elles correspondent à des situations conflictuelles traversées par des tensions ayant pour enjeu le paysage, *i.e.* l'appropriation sensible – matérielle ou idéale – de ce qui nous environne² : conflits d'usage, d'appropriation (au double sens d'en faire sa propriété mais aussi d'en confisquer la perception et donc la jouissance sensible) – question que nous retrouvons plus bas –, de représentation et de vision (manière de voir aujourd'hui et demain l'étendue du territoire, d'envisager sa gestion actuelle et à venir...). Ainsi donc face à des projets *top-down* de transformation (urbanisation verticale, création de nouveaux quartiers d'habitation dans une ville, projets de développement...) ou de protection (dispositifs patrimoniaux), des populations peuvent nourrir des sentiments de perte de repères ou d'altération des référents paysagers (Rezk-kallah *et al.* ; Begue *et al.*) ; de dépossession, d'inégalité et d'injustice paysagères³ (accès au paysage, participation à son aménagement et à son devenir) (Moquay et Padiaditi). Des conflits peuvent aussi émerger à l'occasion de l'aménagement d'espaces publics dont la conception n'aura pas conduit à une organisation spatiale apte à accueillir de façon harmonieuse des usages et des expériences diverses sur des espaces partagés, certes extérieurs mais contraints (collectif « Critique et projet de paysage »). Certaines situations semblent traversées par le paysage sans que celui-ci soit explicite. Du registre de l'informulé, voire de l'impensé, il n'en serait pas moins un catalyseur qui viendrait nourrir une opposition à un projet, en l'occurrence un méthaniseur à l'origine d'une situation d'aménagement dite « problématique » (Raffin). Le paysage n'apparaît pas dans les termes de la controverse, pour autant, toujours selon l'auteur, il agirait de façon souterraine car ledit projet modifie le paysage, un paysage perçu par les acteurs comme un décor, un spectacle que toute transformation ne pourrait alors qu'altérer.
- 5 Ces controverses paysagères sont parfois marquées par des dynamiques collectives de coopération, de solidarité, d'association (Sgard *et al.*, 2018, p.105-122), notamment émanant de la société civile et visant à infléchir les options et les visions à l'œuvre. Les mobilisations sont dirigées vers le paysage, celui-ci est le déclencheur, le moteur et l'objet de l'action : on agit sur et pour le paysage. Ces situations caractérisées par des divergences, des désaccords, des dissensions qui exacerbent une confiscation (objective et subjective) sont *a priori* de nature à favoriser l'engagement dans des actions collectives revendicatrices ; néanmoins dans certains cas la mobilisation reste timide, voire latente, en germe, non exprimée et donc difficilement perceptible. Quelques-uns des articles qui composent ce numéro en témoignent. Les raisons en sont sans doute diverses ; par exemple, le fait que les populations n'aient pas toujours une claire conscience des rapports de force dans lesquels elles sont prises (Moquay et Padiaditi). Plutôt que de préconiser ou de s'attarder sur des démarches participatives de nature à accompagner une mobilisation, ces deux auteurs s'emploient dans le cadre d'une recherche-action « à rendre explicites les jeux de pouvoir ». Ils y voient une façon d'outiller les populations afin qu'elles puissent en tant que de besoin prendre leur part dans les décisions. Anourak Visouthivong voit dans l'organisation sociale, spatiale et temporelle très ancienne mais toujours vivace d'une société locale, au Laos, une réponse politique (modèle, références) face aux projets et décisions d'aménagement *top-down*. Par sa seule présence, « la civilisation du végétal » recèlerait un potentiel de

références en dormance à opposer aux projets de développement venus de l'extérieur et pourrait presque être érigée au statut d'action collective. Sylvie Salles assimile le politique à la dynamique collective, sociale et culturelle, qui préside à la création – conception puis animation – d'un sentier métropolitain de randonnée dans une métropole (Marseille) en ce qu'il est « une forme d'organisation d'un vécu commun ». Autant de contributions qui, à partir de terrains explorés de façon détaillée, questionnent la notion d'action collective (et sa définition habituelle) au-delà du strict registre de la contestation affirmée et explicitée visant à infléchir une situation donnée.

- 6 Même si la distinction ne va pas toujours de soi, il est parfois possible de distinguer une deuxième famille de controverses utilisant le paysage mais sans que celui-ci en soit le ressort, ou pas de façon exclusive. C'est un outil, un instrument (processus d'« instrumentalisation »), une boussole pour aborder des questions de société non paysagères et apaiser les tensions. Des acteurs brandissent, utilisent le paysage à d'autres fins que celui-ci, *i.e. faire avec* le paysage pour servir une autre finalité : par exemple fabriquer la ville (Begue *et al.*), construire collectivement un projet de développement territorial (Gottfried *et al.*), défendre ou s'opposer à une politique de protection d'un écosystème fragile et menacé comme celle des espaces naturels sensibles dans l'Allier (Carlier). Les auteurs considèrent – sans s'attarder sur la démonstration – qu'entrer par le paysage au sens d'une entité relationnelle permettrait de mieux gérer la vulnérabilité du milieu pour l'un, la qualité des espaces publics pour l'autre. Si la mobilisation se fait à *partir* du paysage, l'initiative est ici plutôt du côté des chercheurs relayant la parole des aménageurs et des professionnels du paysage qui regrettent et semblent contester la place insuffisante et réductrice donnée au paysage (végétal, absence de participation) dans la fabrique de la ville à La Réunion (Begue *et al.*) ; ou qui appellent de leurs vœux une « territorialisation » du paysage afin d'en faire valoir les spécificités sociales et spatiales – la spatialité selon des géographes –, ici et maintenant (Carlier) ; certains chercheurs exhortent même les enseignants à enseigner le paysage en classe (dimension heuristique de l'expérience *in situ*) pour former les élèves à devenir des citoyens (Joublot Ferré). Ces situations d'instrumentalisation du paysage ou du *faire avec* relèvent du politique en ce qu'elles portent un idéal, celui de la co-construction de communs, *i.e.* construire avec les habitants, ou les acteurs parties prenantes, un projet autour d'une vision si ce n'est partagée tout au moins pouvant être mise en débat.

Paysage et dynamiques participatives

- 7 Dans la droite ligne du paysage comme outil, il est une forme d'usage de celui-ci ressortant explicitement du politique : c'est le paysage convoqué pour engager et porter des démarches dynamiques de concertation. Et ceci au service d'une certaine vision du fonctionnement de la démocratie qualifiée de « participative » et d'une aspiration à une gestion et à un aménagement du territoire plus démocratiques. Cette projection et cet usage se sont répandus très largement depuis les années 2000 dans les sphères de l'aménagement et du développement des territoires accompagnant un mouvement général, celui d'une quête d'un(de) mode(s) de gouvernance « plus démocratique(s) » – complémentaire de la démocratie représentative –, supposant l'implication des populations dans la vie politique et la prise de décision. D'ailleurs, depuis la fin du siècle dernier, la participation citoyenne est inscrite dans la loi, les

textes les plus emblématiques étant les loi LOADDT (1999) et SRU (2000)⁴. De fait, il n'est plus aujourd'hui de projet de développement territorial ou d'aménagement de l'espace qui échapperait à cette injonction participative. Et là les vertus participatives du paysage n'ont jamais été autant vantées. C'est le paysage – tel un instrument – au service d'une mise en débat et en partage de questions relatives aux relations homme-milieu (sur le cadre de vie, l'environnement, l'écologie, la nature, le changement climatique, le patrimoine, l'urbanisme, le paysage...) et pour l'élaboration et la construction de réponses et de projets communs (convention d'Aarhus 1998 ratifiée par la France en 2002 et Convention européenne du paysage 2000 ratifiée par la France en 2006). À l'origine de cela, se situe la définition donnée par les chercheurs au paysage comme étant une entité relationnelle (sensible et symbolique) des sociétés à leur environnement. Le paysage est en soi une médiation avec ce qui nous environne que l'on partage avec les autres ; dès 1994, certains chercheurs, notamment des géographes, mettaient l'accent sur la dimension partageable du paysage « une totalité imagée, un quotidien isolé, morcelé, atomisé... une image globale reconstruite à partir de territoires personnels et de trajets individuels... [et donc] une manière de fonder une communauté » (Joliveau, 1994, p. 326). Fort de ce postulat, le paysage offrirait un potentiel pour débattre de nombreux sujets en partant de la nature des liens que tissent les uns et les autres, avec les humains et les non-humains qu'ils soient conciliables ou pas, similaires ou différents. Convoquer le paysage dans les *formes d'action collective* équivaudrait à « travailler » potentiellement avec les (et à partir des) expériences paysagères des différents acteurs, avec (à partir de) tous les modes de perception de l'espace, un espace partagé avec d'autres (par tout un chacun), chacun y négociant sa part et sa place (appropriation concrète et pratiques spatiales). Et de la sorte pourrait aider à construire un monde commun. Les situations analysées dans les articles ici réunis font finalement peu référence à des démarches participatives, tout au moins pas dans leurs formes habituelles (au sens d'énoncées et reconnues comme telles par l'usage) ; elles proposent en revanche des modalités qui sont des déclinaisons originales de la participation : du réagencement des acteurs en un collectif dénommé coopérative habitante de paysage (Epaud) à la constitution d'un collectif éphémère autour de la marche (Salles). Mais il n'est pas certain que ces formes soient porteuses de processus de concertation. Et surtout l'objectif de produire du commun ne va pas de soi bien qu'annoncé et même souhaité par la plupart des auteurs. La promesse de construire du commun n'est pas tenue ou insuffisamment et, en lieu et place de ce dernier, des clôtures matérialisent les interfaces, les lisières entre des espaces distincts façonnés par des usages et des visions différents, voire difficilement conciliables (Lahiani), c'est dire la difficulté. Une difficulté peut-être corrélée à l'insuffisance de la mobilisation c'est-à-dire à l'absence de collectifs actifs, structurés et revendiqués comme tels, au sens fort du terme.

Habiter : une question paysagère et politique

- 8 À l'origine de cet axe il y a un constat : la dimension politique de l'action quotidienne des habitants sur leur(s) territoire(s) de vie est souvent sous-estimée, c'est-à-dire que la fabrique habitante du paysage tend à être « dépolitisée⁵ » (Toublanc et Bonin, 2019). Souhaitant explorer les liens entre paysage quotidien et politique, nous avons alors incité dans l'appel à textes à passer par l'habiter. En outre, ce choix nous a amenées à proposer de privilégier l'échelle locale, individuelle et collective. Le concept « mode

d'habiter », forgé au début des années 1990 (Mathieu, 2010) et qui s'est ensuite contracté jusqu'à devenir un substantif « l'habiter », notamment dans le champ de la géographie, est une notion certes dans l'air du temps, mais qui témoigne d'une attention nouvelle aux relations des individus, des groupes et des sociétés aux milieux dans lesquels ils vivent, aux paysages quotidiens. Au point d'ailleurs que les définitions données aux notions d'habiter et de paysage sont parfois proches (Mathieu, 2010) – alors même que celui-ci n'est que la part sensible et affective de celui-là⁶ ; au risque de perdre ce qui est propre au paysage, ces notions sont de plus en plus souvent associées, apparentées, appariées :

« Les paysages sont des milieux dans lesquels nous sommes plongés, avant d'être des objets à contempler... Nous habitons les paysages avant de les voir... [ou plutôt] nous le [les] voyons de l'intérieur pour ainsi dire, nous sommes dans les plis du monde. » (Besse, 2013, p. 31.)

- 9 L'habiter (comme mode d'habiter en tant que sujet vivant en lien avec un monde environnant) est un rapport au monde, une manière d'être – au sens ontologique du terme – au monde, mais c'est aussi un rapport réciproque entre les individus, les sociétés et l'espace dans sa diversité. Pour le dire autrement, habiter un territoire c'est faire avec l'espace mais c'est aussi faire avec les autres ; à propos des territoires ruraux, certains géographes vont jusqu'à affirmer « c'est autour de leurs rapports aux milieux et aux ressources que les différents habitants construisent leurs rapports sociaux sur un territoire » (Papy et Mathieu, 2008). Derrière l'habiter il y a le concret de la vie : « circuler, travailler, demeurer, vivre ensemble/cohabiter » (Mathieu, 2010). Le paysage serait alors ce que tout un chacun perçoit, ressent, pense, lorsqu'il se déplace, circule, travaille, demeure dans un lieu donné, partagé avec les autres ; « [un] ensemble de contacts avec le monde environnant, bref [une] expérience physique » (Besse, 2013, p. 32) et poétique, une relation complexe, polysensorielle à la physionomie des lieux ; des lieux dont la matérialité est fabriquée, façonnée possiblement par ses propres actions mais aussi par celles de ses voisins, à travers différents modes d'habiter, en sus, bien évidemment, des acteurs institutionnels et professionnels qui ont en charge l'aménagement du territoire⁷.

Le faire avec l'espace

- 10 Si aujourd'hui, dans la littérature scientifique, les deux facettes matérielles et idéelles, individuelles et collectives du « faire avec l'espace » ne font plus débat car un consensus se dégage autour de l'idée qu'une société aménage son espace en fonction de la représentation qu'elle s'en fait *et vice versa* (Berque, 1995), ces deux aspects (figure de Janus) sont en général peu regardés de près, identifiés et déconstruits ; et surtout ils sont peu mis en relation, un exercice on ne peut plus complexe. En témoignent les textes ici réunis : rares sont ceux (Salles ; Gottfield *et al.* ; Courbebaisse) qui articulent les deux versants. Certains mettent l'accent sur la différence de perception entre des groupes construits soit à partir de critères spatiaux (Rezk-kallah *et al.*), soit à partir de critères à la fois spatiaux et sociaux (Gottfried *et al.*). D'autres privilégient les pratiques et les actions de transformation par les habitants de leurs lieux de vie (Visouthivong ; Courbebaisse). Mais peu d'entre eux s'attachent à décrire finement la fabrique au quotidien par les habitants de leurs espaces de vie dans leur matérialité, à repérer les effets des usages et des pratiques sur les propriétés physiques des lieux ; l'analyse des discours et des positions étant préférée à une observation aiguisée des caractéristiques

du territoire alors même que l'approche ancrée (échelle locale) inhérente à la notion d'habiter aurait pu y conduire.

Le faire avec les autres

- 11 Considérons maintenant l'autre facette de l'habiter : c'est-à-dire être quelque part mais avec les autres – humains et non-humains – ; organiser, aménager son espace de vie en composant avec l'autre. Il n'y a pas d'habiter sans cohabitation, celui-là est indissociable de la vie en société et de la construction dans le temps de celle-ci. Et c'est bien là que se situe le politique. L'expérience politique nous dit en substance Hannah Arendt, c'est pour les êtres humains l'expérience de ce qui les assemble, les relie et les sépare et qui est spatialisé. À l'échelle individuelle, c'est coexister et faire l'expérience du voisinage (Besse, 2015) et donc de l'altérité. C'est aussi trouver la bonne distance dans l'interaction sociale (proxémie). Le tout dans un contexte donné (temporel et spatial) car « (co)habiter le monde » se décline de diverses manières selon les bienséances – autrement dit l'« ensemble de[s] règles [de la civilité, de politesse...] correspondant à l'éthique d'une époque » (TLFi) – vis-à-vis d'autrui et du vivant, mais aussi selon les règles juridiques et les normes produites par le politique afin de réguler les tensions, les conflits et encadrer la coexistence des êtres vivants.
- 12 Ces postulats sur l'habiter rapportés au paysage signifient que faire avec les autres, c'est composer avec leurs façons d'agir sur l'espace mais aussi avec les sensibilités, les perceptions (relations sensorielles, affectives, sensibles, imaginaires) associées à ces pratiques et ces usages ; chaque action exprimant, racontant, cristallisant un certain rapport à l'espace, mais également à l'autre, aux autres, à la société, voire aux êtres non humains (Descola, 2001). La question des non-humains revient à de multiples reprises dans la plupart des textes ici réunis mais finalement seuls deux d'entre eux la traitent de façon concrète : qui à travers un projet de coopérative habitante paysagère en lien direct avec le monde environnant (Epaud) ; qui à travers une étude de cas qui nous plonge dans un monde différent, non occidental, celui des Lao Loum du Laos qui au gré de la mousson négocient avec le fleuve-jardin tissant des liens multiples avec les génies du fleuve, un mode d'habiter relevant d'une « civilisation du végétal », nouant des connivences anciennes et renouvelées avec les choses, humaines et non humaines, du monde dans lequel les habitants sont plongés (Visouthivong). Cette auteure montre un rapport des populations à leur environnement peut-être déroutant pour nous Occidentaux, une ontologie autre, faits d'interrelations multiples entre les habitants et les êtres qui les environnent, la faune, la flore, l'eau, une autre définition du temps « le présent épais⁸ »... Un autre texte (Begue *et al.*) traite de la construction de logements – pour habiter justement – dans les nouveaux quartiers urbains à La Réunion. Ses auteurs évoquent l'écart entre le modèle urbanistique qui préside à la conception des espaces publics/collectifs aménagés aux abords et au pied des logements et la référence au jardin créole qui signe une autre façon d'habiter et qui demeure encore très prégnante dans l'imaginaire et la mémoire des habitants de ces résidences. Ils montrent en outre que la « mobilisation » de l'idée de paysage n'a pas permis de combler ce hiatus, alors même qu'ils l'espéraient. Ces deux textes, le premier plus encore que le second, ont le mérite de nous décentrer et de relativiser la conception européenne des rapports homme-nature fondée sur une séparation abstraite (et idéologique) des deux entités remise en cause par des chercheurs (Descola, 2005).

- 13 Les modes d’agir et d’être de tout un chacun façonnent des cadres de vie aux propriétés physiques singulières, des paysages dits « quotidiens » dont la physionomie est le résultat d’ajustements individuels et collectifs, permanents et renouvelés, informels et spontanés, à leurs milieux de vie. Regarder sous l’angle du paysage ces accommodements, ces arrangements avec autrui inventés au quotidien c’est penser tout à la fois le rapport à l’espace concret (physique, la matérialité de l’environnement), l’être au monde (émotions, affects, sentiments, imaginaire...) et les « transactions sociales » (Blanc, 2016), les « compromis de coexistence » (Remy, 2016), ou « compromis pratique » (Ledrut, 1976), les conflits d’usage, d’appropriation, de vision mais aussi les alliances, le commun dans lesquels les individus sont embarqués au fil du temps. Nombreux finalement seront les auteurs à traiter de ce processus d’accommodement social à propos de territoires ruraux (Gottfried *et al.*), ou urbains (Rezk-kallah *et al.* ; Courbebaisse) ; certains y introduisent une dimension temporelle forte, qui étudient une saga sur 30 ans d’un projet de réaffectation d’un site abandonné – friche industrielle – urbain (Hubaut), qui explorant la genèse et la mise en œuvre d’un projet de sentier métropolitain s’étirant sur plusieurs décennies (Salles), qui enfin analysant un projet de reconstruction d’un paysage industriel posttraumatique (Lahiani) se déployant sur un pas de temps de 20 ans. La durée vient complexifier à l’envi un jeu fluctuant d’acteurs (coalitions, mobilisations, oppositions) et de visions paysagères se recomposant et s’imbriquant de façon complexe au fil du temps sur un espace de grande ampleur, lui-même le produit d’une histoire parfois longue.
- 14 Le faire avec les autres n’est pas dissociable du faire avec l’espace⁹ et d’ailleurs nombreux sont les auteurs à traiter de ce double processus d’accommodement écologique (avec leur milieu de vie) et social (avec leurs « voisins », installés ou de passage). Deux textes (Courbebaisse ; collectif « Critique et projet de paysage ») montrent que la nature, inclusive ou exclusive des modes d’appropriation de l’espace par les habitants, dépendra pour partie de la configuration de ce dernier, elle-même héritée d’appropriations et d’aménagements passés ; mais aussi que l’action collective peut conduire à exclure l’autre en cultivant une forme d’entre-soi (Courbebaisse).

La construction d’un monde commun

- 15 Ce qui a longtemps été une phrase banale – vivre ensemble – est devenu un substantif composé « le vivre-ensemble » et a rejoint un ensemble d’expressions – construire un(des) « commun(s) », créer du lien social, « faire société »... – érigées au rang de slogans dans les langages politique, associatif et militant, voire commun – au point d’être peut-être galvaudés. Injonctions dans lesquelles le paysage est embarqué : comme en attestent de nombreuses contributions dans ce numéro. Pour le dire autrement, habiter avec le paysage – habiter paysagèrement – *i.e.* en cultivant sa propre relation sensible, affective, imaginaire aux lieux, en considérant (au sens de porter attention) les perceptions et les actions des autres, serait-ce une condition nécessaire, une matrice, un levier pour construire un monde commun, du commun et « faire société » ? Par exemple, sur des territoires, objet d’une mobilisation et de lutte sociale, comme la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, des acteurs affirment, revendiquent, à travers leur mode de vie et sa traduction spatiale, un rapport différent au monde et aux autres, une autre conception des relations homme-nature : en attestent leurs slogans

« nous sommes la nature qui se défend », « non à l'aéroport et à son monde ». Mais le font-ils avec et par le paysage ? Rien n'est moins sûr.

Le paysage en tant qu'« instrument de pouvoir culturel »

- 16 Le critique états-unien William John Thomas Mitchell propose de faire passer le paysage d'un substantif en un verbe.

« Cela demande que nous pensions le paysage, non comme un objet à regarder ou un texte à lire, mais comme un processus en lequel des identités sociales et subjectives sont formées. » (Mitchell, 1994, p. 1, traduction par nos soins.)

Mitchell s'intéresse à ce que *fait* le paysage à travers ses représentations. Il interroge comment celui-ci « fonctionne en tant que pratique culturelle » et « instrument de pouvoir culturel » (Mitchell, 1994, p. 2) ayant des visées impérialistes et colonialistes. Envisager le paysage et le projet de paysage sous cet axe, le troisième de ce numéro, amène à considérer les incidences politiques de ce qu'il fait, qu'elles soient directes ou indirectes, voulues ou non par les auteurs du projet ou ceux qui le mobilisent. Cette problématisation nous semble cruciale aujourd'hui, car si les approches des auteurs réunis par Mitchell dans l'ouvrage *Landscape and Power* sont maintenant présentes dans les études sur le paysage¹⁰, néanmoins, cet aspect de la pratique culturelle est encore peu développé, et il nourrit rarement l'analyse critique portée sur le paysage et le projet de paysage. On le retrouve ainsi dans le texte du collectif « Critique et projet de paysage » sur la critique de projets de paysage de manière plus ou moins explicite et selon les projets, les angles d'analyse et les situations étudiées. Ainsi, l'analyse politique du paysage (comme projet et comme représentation) conduit à envisager un double mouvement : celui d'une appropriation (idéelle et/ou concrète) provoquant de manière plus ou moins symétrique une expropriation. Cette dernière, qui ne concerne d'ailleurs pas que les êtres humains, peut conduire à une injustice paysagère, y compris de manière non intentionnelle. Le double mouvement renvoie ainsi à des jeux de pouvoir, des logiques financières, des investissements, des jugements de valeur et des systèmes de pensée, ainsi qu'à tout un pan du développement touristique et du tourisme comme nouvelle industrie et apport de développement mais aussi comme épuisement potentiel des ressources. Autrement dit, à qui (à quelle population ?) un projet est-il destiné ou n'est-il pas destiné ? Quels sont les effets collatéraux d'un projet ? Quelles sont les références mises en avant dans un projet et comment celles-ci participent-elles, ou non, d'une pratique culturelle associée à une logique d'appropriation et/ou d'exclusion et à une éventuelle prise de pouvoir ? Ainsi le fait de nommer paysage un territoire ou un aménagement comme Tour et Taxis à Bruxelles (Hubaut) modifie son statut et les actions qui le concernent, ou bien la verticalisation dans la ville d'Oran transforme le paysage ainsi que la vie de quartier, le voisinage et un certain commun (Rezh-Kallah *et al.*). Quelles sont les questions qui se posent alors par rapport à un monde commun, évoqué plus haut, pouvant aussi inclure — et comment — non seulement toutes les personnes concernées, en particulier les habitants, mais aussi tous les organismes vivants ? Il s'agit d'envisager le paysage en tant que mode de représentation et de redéfinition d'un territoire ou d'une région ainsi que les implications concrètes dans les usages et les pratiques par rapport à la pensée d'un monde commun. Ce questionnement apparaît, par exemple, dans l'observation réalisée par Audrey

Courbebaisse des usages et des pratiques au sein de logements collectifs à Toulouse ou en filigrane dans celui d'Estelle Carlier au sujet d'espaces naturels.

Le paysage comme pratique culturelle

- 17 L'approche considérant le paysage en tant que pratique culturelle structure l'article écrit par Sylvie Salles sur Aix-Marseille-Provence métropole et le sentier métropolitain le GR2013. Dans son argumentation, celle-ci montre que le paysage est une pratique culturelle qui porte à la fois sur des actions — ne serait-ce que la marche qui se situe toujours quelque part —, des discours et des transformations politiques. Elle présente les changements de valeur et de relation vis-à-vis des paysages traversés par ce sentier, tout en indiquant qu'il n'y aurait pas ici d'appropriation d'un territoire, plutôt une prise en compte de ceux-ci et une attention portée à l'existant, aux humains et aux non-humains. À ce propos, elle articule son argumentation en prenant appui sur la différence apportée par John Brinckerhoff Jackson entre paysage vernaculaire et paysage politique (Jackson, 2003) ; ceci l'amène à proposer que, dans le contact entre les deux, la part politique du paysage se développe, ici, autrement. On peut espérer que sur le GR2013 l'engouement pour la marche n'entraînera pas un double mouvement d'appropriation/expropriation. De leur côté, dans leur critique de l'emploi de la figure de la Forêt linéaire dans un projet aux marges de Paris, le collectif « Critique et projet de paysage » renvoie au paysage comme pratique culturelle qui est plus de l'ordre de l'image que d'une réalité concrète et qui participe d'une appropriation/expropriation.

Les outils de représentation du paysage

- 18 Une autre approche autour des outils de la représentation est développée par Caroline Guittet et Nolwenn Invernizzi qui traitent du renouvellement des références paysagères par rapport à la prégnance de l'imagerie stéréotypée telle qu'elle s'est développée avec les cartes postales et par Virginie Pigeon qui présente son travail d'expérimentation de cartographies susceptible, en tant que processus, d'introduire une élaboration collective des paysages. Dans les deux cas, un changement de référence est enclenché, voire même réclamé ; dans l'un, les auteurs revendiquent l'adéquation des paysages vis-à-vis du vécu quotidien, dans l'autre, elle introduit une pluralité de points de vue comme autant de strates de compréhension des paysages. L'articulation au politique s'exprime comme un engagement et une implication des auteurs plus qu'elle n'est traitée dans leur analyse. Elles critiquent les modèles et mettent en avant un besoin de renouveler les représentations pour que l'action publique intègre une réalité plus diverse n'ayant pas été valorisée auparavant. Sans doute serait-il judicieux de poursuivre l'analyse en étudiant dans quelques années si ces nouvelles représentations apportent à leur tour des stéréotypes introduisant un double mouvement. L'analyse en cours de Caroline Guittet et Nolwenn Invernizzi au sujet d'un nouveau référentiel est portée par leur ambition que celui-ci informe le politique au profit d'une démocratisation de l'idée de paysage. Si elles appellent à un renouvellement culturel et politique du répertoire des images, c'est parce qu'à la suite des *visual studies*, elles critiquent sa représentation dominante correspondant aux valeurs mises en avant par un sujet moderne majoritairement masculin, blanc, de classe supérieure et citadin. De son côté, dans une mouvance actuelle de reconsidération dynamique de la cartographie, Virginie Pigeon développe celle-ci

comme un outil dans un processus de discussions et de conversations afin de dégager de manière collective ce qui se dessine dans les manières de vivre, de se déplacer et d'imaginer son lieu de vie. Dans ces deux articles, l'apport de nouvelles représentations a une visée projectuelle tournée vers le politique et qui s'adresse aux politiques. Virginie Pigeon envisage ainsi une co-construction des paysages de la part des habitants et des collectivités territoriales.

Le paysage comme élément de construction d'un discours et sa place au sein d'un projet

- 19 Le lien du paysage au politique étudié à partir de la construction des discours à son sujet est l'approche adoptée par Cédric Gottfried *et al.*, qui le font au sujet d'une commune rurale dans les Cévennes ardéchoises, par le collectif « Critique et projet de paysage », et ce, différemment selon les projets analysés¹¹, et surtout par Sophie Hubaut dans son texte sur Tour et Taxis à Bruxelles. Pour ce faire, cette dernière développe l'historique d'un projet urbain dans le temps long de son évolution, à mesure que les intérêts évoluent et que le paysage, en tant que catégorie, devient un élément de référence ; d'abord abstrait celui-ci se concrétise ensuite. Dans un premier temps, le paysage est un décor végétal et d'une certaine façon son action est non valorisée, ensuite, quand deux projets s'opposent, il permet de préserver les lieux pour en faire un parc (ce qui correspond à une appropriation) et densifier le bâti avec une *skyline*, et le paysage (dessin et projet) devient alors structurant. Enfin, des interprétations s'accordent ou divergent selon que le paysage est considéré comme espace ouvert, lieu de loisirs ou comme espace de nature et il s'élargit pour rejoindre des questions de territoire. Selon les discours, les champs disciplinaires (urbanisme, environnement) et les références des acteurs (privés, publics ou mouvements citoyens), des usages et des pratiques sont rendus possibles ou non, amenant à se poser la question de ce qui est ou non commun. Au sujet de la commune de Sainte-Marguerite-Lafigère dans le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche, l'analyse des quatre auteurs concepteurs porte sur les différentes références autour de l'habitat et de l'agriculture et/ou des espaces naturels qui nécessitent de trouver une entente, un commun relatif, dans le mouvement de transformation au sein des actions de la commune. D'ailleurs, le cadre de leur résidence, qui leur a servi de matière pour cet article, correspond au développement actuel d'outils et de méthodes visant à une meilleure compréhension des idées et envies des différents habitants afin de développer concrètement des projets faisant émerger, si possible, un accord collectif concernant le paysage lieu de vie.

Les références culturelles

- 20 Les références culturelles et les représentations produites par et pour des mobilisations ou des mouvements de citoyens ou d'habitants apparaissent dans l'article de Patrick Moquay et de Kalliope Pediaditi à partir des mobilisations d'habitants en Crète et de leur sentiment de dépossession, alors que Karim Lahiani traite des conséquences paysagères de la catastrophe d'AZF et des difficultés de sa reconversion. L'auteur présente la variation des images projetées pendant une vingtaine d'années sur le site au fur et à mesure des projets d'aménagement, en relevant que la spatialisation mémorielle n'a pu dialoguer avec les enjeux économiques autour d'un objectif concerté.

Il ressort que par rapport à ceux-ci et à une logique de développement sans lien profond avec le site et son histoire, le paysage ne fut pas une référence qui aurait pu concilier les différences et conduire à un projet unifié et sa part politique n'a pu être active. Une question alors se pose : la reconstruction d'un site posttraumatique peut-elle créer du commun alors qu'un écart irréductible différencie celles et ceux qui ont ou non vécu l'événement et que les avis divergent également au sein des personnes selon leur âge et leur relation au site (habitat et/ou travail) ?

Changements de paradigme

- 21 Un dernier axe précise des changements de paradigme en cours correspondant à la manière d'envisager le paysage ainsi que le monde et/ou le milieu. L'un de ceux-ci concerne la relation politique et fondamentale que nous postulons entre l'interprétation du paysage, considéré comme mode d'être, expérience et communication avec le monde et autrui en dehors des clivages sujet/objet, nature/culture, corps/esprit ou sentir/penser (Straus, 1989 ; Besse, 2000 ; Grout, 2004 et 2017) et les changements d'axe et d'orientation du processus de conception qui mettent en acte la manière de définir un projet de paysage. Ce changement de paradigme correspond à ce qu'indique le philosophe japonais Kobayashi Yasuo :

« [...] à travers le paysage, on commence à sentir l'univers non plus par l'«externe» mais l'«interne», c'est pourquoi l'expérience nous permettrait de changer enfin de paradigme en quittant le modèle du monde physique (l'espace géométrique) pour celui du monde biologique et écologique. » (Kobayashi, 1998, p. 27.)

Cette interprétation du paysage est une manière de problématiser aujourd'hui l'adéquation possible d'une pensée paysagère aux enjeux environnementaux, culturels, sociaux et politiques actuels, car elle concerne aussi bien des attitudes (manière de penser le projet de paysage), des intentions et des visées (à quoi un projet est-il destiné ?) que des modes de faire (comment projeter ?) et de se penser avec le monde environnant (Escobar, 2018). Or, si nous posons le politique comme ce qui renvoie à la société (au faire société) et au vivre-ensemble, dès lors, qu'en est-il lorsque « le souci de l'existence » (Arendt, 2007) inclut le paysage, lorsque l'élargissement des interrelations intègre le milieu (Morizot, 2020) et que les actions se conçoivent au sein d'un ensemble complexe d'interdépendance (Tsing, 2017 ; Stengers, 2020) ?

- 22 Par exemple, Anourak Visouthivong présente ici la fragilité d'une situation sur le Mékong où le vivre-ensemble au lieu d'être fondé sur le monde humain — comme c'est le cas principalement en Occident — est nourri par une symbiose avec le monde environnant incluant l'animisme. Dans son article, la paysagiste ouvre le champ des références. Car, s'il y a un changement de paradigme, en cette région d'Asie du Sud-Est, celui-ci ne va pas dans le sens d'une attention au milieu mais, au contraire, d'une séparation de celui-ci quand le fleuve commence à être considéré comme une ressource gérée à distance, quand des modes d'abstraction n'intègrent pas dans les décisions ce qui se passe : la vie sur et avec le fleuve.
- 23 D'une manière ou d'une autre, la plupart des articles dans ce numéro renvoient à un changement de paradigme espéré ou en cours : quand le paysage est convoqué comme expérience polysensorielle jugée décisive pour une considération d'un commun (Joublot Ferré), quand il est souhaité en tant que visée permettant une co-construction des espaces publics pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie urbaine

(Begue *et al.*), quand il est relativisé lorsque le paysage est absent des débats et des arguments et que le jeu d'opposition plutôt idéologique s'éloignerait d'une réalité vécue (Raffin) ou quand un projet d'urbanisme reconsidère le paysage à la suite d'une appropriation citoyenne à Bruxelles (Hubaut).

Co-habitation et co-opération habitante

- 24 L'article de Giulia Tellier et de Tiphaine Hameau ainsi que celui de Grégory Epaul ont comme problématique principale un changement de paradigme. Ces auteurs exposent des situations en lesquelles ils sont engagés en tant que praticiens. Ils montrent comment un changement de paradigme se concrétise, quels sont les acteurs identifiés et potentiels ainsi que la diversité des modalités d'action. Ils témoignent d'un renouvellement en cours de la pensée de certains paysagistes et concepteurs d'espaces ainsi que d'une partie de la société civile et de la maîtrise d'ouvrage qui, de leur côté, ne l'envisagent pas toujours à partir du paysage. Ils sont en phase d'ailleurs avec tout un pan actuel de la recherche en sciences humaines et sociales, appuyée par des maisons d'édition récentes qui diffusent celui-ci souvent sous forme de récits et de descriptions. Ces écrits, qui interrogent l'ensemble de la société de manière transversale, traitent de questions anthropologiques, sociales, écologiques, philosophiques, culturelles et politiques dont le postcolonialisme et en lesquelles une approche écoféministe apporte une grande richesse critique et discursive. En parallèle, on assiste à un renouvellement des outils afin de penser et d'élaborer des projets pour un vivre-ensemble moins anthropocentré, en lequel le paysage actualisé est une manière politique de s'engager avec un ensemble d'agents vivants, organiques et inorganiques. Les modèles et les orientations conceptuelles changent ainsi que les puissances imageantes. Si ces deux articles font écho aux travaux en sciences humaines, ils ont le grand mérite de permettre d'aborder les enjeux *avec le paysage* et en prenant appui sur des manières de faire projet avec le milieu et ses habitants divers. Les idées directrices qui se dégagent associent étroitement le temps et l'espace, la durée et la présence située, l'importance accordée au processus par rapport à un résultat prédéterminé et fixe (ou stable), l'empathie et l'écoute. Ils situent des modalités de co-conception, de co-opérative habitante et de co-habitation, y compris avec des non-humains. Le paysagiste Grégory Epaul revendique une approche en laquelle le paysage n'est pas réduit à un objet ou à une image, favorisant un paysage vivant associé à la notion d'habiter, évoquée plus haut. Il valorise parallèlement la connaissance des expériences ordinaires et des attachements. L'architecte Giulia Tellier et l'artiste-jardinier Tiphaine Hameau envisagent également leur action et leur présence à partir de la notion d'habiter ; ils le font, quant à eux, à partir d'une permanence afin de « se mettre en relation avec le paysage » ; il s'agit pour eux d'accompagner et non d'imposer des solutions. La « (re)politisation de l'intérieur » (Epaul), c'est-à-dire par une articulation du paysage au milieu dégagée plus ou moins des clivages (sujet/objet, nature/culture, corps/esprit), est sans doute une voie qui se répand aujourd'hui et qui met l'accent sur une approche relationnelle avec de multiples agents et sur le paysage comme indissociable de la vie.

Pour conclure

Une part importante d'implicite

- 25 Dans de nombreux textes de ce numéro il y aurait paysage mais sans que cela soit démontré. En somme un paysage implicite qui agirait de façon souterraine. Il est vrai que si la définition référente du paysage est celle d'une entité relationnelle sensible et symbolique au monde environnant, dès lors qu'il y a des êtres humains situés dans l'espace et dans le temps, il y a du paysage même si le mot lui-même n'est pas convoqué. La difficulté est alors de reconnaître, d'identifier et d'interroger la substance de cet implicite ; autrement dit d'en explorer les contours et les contenus à partir d'une analyse des discours, des modes d'être et des actions afin d'y traquer ou d'y faire apparaître les éléments relevant du registre du paysage dans sa diversité. Car s'il reste inexprimé et imperceptible, mais cependant présent, là en filigrane, outre qu'il devient difficile d'en affirmer la présence, comment l'atteindre, parvenir jusqu'à lui, agir sur et avec lui, et plus encore repérer son lien au politique ? Cette question renvoie aux changements de paradigme qui s'opèrent et qui modifient les manières de penser, les outils et les méthodes. Sans doute s'agirait-il d'intégrer une part d'implicite en tant que telle, de lui reconnaître une place et de l'interroger à partir de son propre statut.

Paysage au singulier et au pluriel

- 26 Si la part politique du paysage concerne un vivre-ensemble, celui-ci est à l'épreuve des circonstances et des rapports de force (géologiques, climatiques, économiques, idéologiques, sociaux) et donc des relations ou interactions dans leur diversité qui pourraient redéfinir un commun ou un possible devenir commun. Il est dès lors au pluriel de manière, là aussi, plus ou moins affirmée. Dans les champs de la sociologie et de l'ethnologie, cette distinction et/ou articulation du paysage et des paysages a d'ailleurs été traitée dans l'ouvrage *Paysage au pluriel* (Voisenat, 1995), montrant l'importance de la diversité des interprétations en fonction des lieux, des personnes, des histoires et des époques historiques. Toutefois si le pluriel c'est de la diversité, de la concurrence et des rivalités, c'est aussi du collectif, des interdépendances, des alliances. Par ailleurs, s'il est pour ainsi dire acquis que dans chaque individu socialisé est déposé du collectif, que chaque sujet vivant est relié aux autres dans le monde et que notre condition de terriens est celle de la pluralité (Arendt), il semble que le sens du paysage — au singulier — corresponde à une manière politique de se situer les pieds sur terre, de se penser en phase avec le monde et le vivant pour orienter ses actions ; il apporte en cela un éclairage singulier au jeu complexe individu-collectif.

Un hiatus entre pratiques ou usages scientifiques, professionnels et ordinaires du paysage ?

- 27 Les textes réunis ont pour point commun une croyance chevillée au corps dans la vertu politique du paysage ; politique au sens de *polis*, cité, espace du « vivre ensemble », art de « faire société », où « l'homme peut agir dans un monde commun » (Arendt, 1997, p. 290) qu'il s'agirait dès lors de reconnaître comme tel et dans un devenir commun. Cependant les faits rapportés et les situations concrètes analysées ébranlent cette

conviction et déçoivent cette attente, une déception exprimée sans ambages par certains des auteurs. Comment expliquer cela ? Nous avançons une hypothèse, parmi d'autres possibles, celle d'un hiatus autour de la signification du paysage entre les différentes sphères, expertes, savantes et profanes... La projection du politique sur le paysage a pour socle (fondement) une conceptualisation de celui-ci dans les sphères scientifiques, reprise par les professionnels du paysage (et une partie du monde de l'aménagement). Autrement dit, le paysage a été construit dans le champ de la recherche comme catégorie de pensée désignant les rapports sensibles et affectifs (émotions, affects, sentiments) que tout un chacun tisse d'une façon concrète et abstraite avec les lieux dans lesquels il vit ou souhaiterait, rêverait de vivre. Ainsi établi, le paysage est « par définition » relié au politique. Il semble cependant que cette signification n'ait pas suffisamment percolé, ne s'est pas suffisamment diffusée – ou de façon partielle et incomplète – dans la société. En effet, les acceptions les plus répandues dans la vie de tous les jours en sont assez éloignées : soit celui-ci est interprété de façon conventionnelle comme étant une image, ce qui amènerait à son éventuelle évacuation dans les discussions portant sur les transitions ou mutations actuelles car il renverrait à un mode d'analyse obsolète ; soit il serait esthétique – et donc considéré comme mineur – ; soit il serait trop anthropocentré – et alors en décalage avec une considération du milieu à partir du vivant ; dès lors, il n'aurait ni valeur opératoire ni possibilité de porter le changement de paradigme au sein de la faculté imaginative, celle d'un projet compatible avec les mutations actuelles et les attentes d'une partie de la société. Héritées de l'histoire du concept, ces visions « profanes » ne paraissent pas – ou difficilement – en capacité de charger l'idée de paysage d'une puissance politique. Tandis que certains chercheurs (Besse, 2013) avancent le besoin de repenser et renouveler les définitions du paysage ainsi que les modes d'appréhension de celui-ci pour répondre aux enjeux de notre époque et de nos sociétés – et c'est légitime –, ce numéro 24 de *Projets de Paysage* invite également à considérer aussi et davantage les usages pratiques, concrets de l'idée de paysage, les réalités qu'ils recouvrent, afin de caractériser ce qui s'apparente à un hiatus et, le cas échéant, d'accorder ou de rapprocher les différentes sphères de la société – scientifique, experte et « habitante ».

BIBLIOGRAPHIE

Arendt, H., *La Politique a-t-elle un sens ?*, traduit par C. Widmaier (1995), Paris, L'Herne 2007.

Arendt H., *L'Impérialisme. Les origines du totalitarisme* (1951), traduit par M. Leiris, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais », 1997, p. 290.

Bender, B. « Landscapes on-the-move » *Journal of Social Archaeology*, vol. 1, n° 1, 2001, p. 75-89.

Bensaude-Vincent, B., *Temps-Paysage. Pour une écologie des crises*, Paris, Éditions Le Pommier, 2021, 300 p.

Berque, A., *Les Raisons du paysage*, Paris, Hazan, 1995, 190 p.

- Besse, J.-M., « Voisinages », *Annales de géographie*, n° 704, 2015/4, p. 385-390, URL : <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2015-4-page-385.htm>
- Besse, J.-M., « Les espaces du paysage » dans *Les Espaces du paysage*, Clermont-Ferrand, École supérieure d'art de Clermont Métropole, 2013, p. 24-43.
- Besse, J.-M., *Voir la terre. Six essais sur le paysage et la géographie*, Arles, Actes Sud/ENSP/Centre du paysage, 2000.
- Blanc, M., « La spatialité du social », *SociologieS*, « Dossiers », juin 2016, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/5353>
- Braud, P., *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1998.
- Cosgrove, D., « Modernity, Community and the Landscape Idea », *Journal of Material Culture*, n° 1/2, vol. 11, 2006, p. 49-66.
- Cronon, W., « The Trouble with Wilderness or, Getting Back to the Wrong Nature », in *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New York and London, W. W. Norton & Company, 1995, p. 69-90.
- Descola, P., *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, 640 p.
- Descola, P., « Par-delà la nature et la culture », *Le Débat*, n° 114, 2001/2, p. 86-101, URL : <https://www.cairn.info/revue-le-debat-2001-2-page-86.htm>
- Egoz, S., Makhzoumi, J., Pungetti, G. (ed.), *The Right to Landscape. Contesting Landscape and Human Rights*, Farnham, Ashgate Publishing, Ltd, 2001.
- Escobar, A., *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident* (2014), traduit par R. Andrade Prez, A-L. Bonvalot, E. Bordai, C. Bourguignon, P. Colin, Paris, Seuil, coll. « Anthropocène », 2018.
- Grout, C., *Le Sentiment du monde. Expérience et projet de paysage*, Bruxelles, La Lettre Volée, 2017.
- Grout, C. *L'Émotion du paysage, ouverture et dévastation*, Bruxelles, La Lettre Volée, 2004.
- Jackson J.-B., *À la découverte du paysage vernaculaire* (1984), Arles, Actes Sud, 2003.
- Joliveau, T., « La gestion paysagère des espaces ruraux : questions, concepts, méthodes et outils / Landscape management of rural space : questions, concepts, methods and tools », *Revue de géographie de Lyon. Paysage : Le mot et la chose*, vol. 69, n° 4, 1994, p. 325-334, URL : <https://doi.org/10.3406/geoca.1994.4274>
- Kobayashi, Y., « Escaping Landscape », dans Grout, C. (dir.), *Re-discovering the Landscape: a crucial urban actuality*, Tokyo, éd. TN Probe, 1998.
- Larrère, R., « Nature, campagne et paysage : des différents regards et de leur légitimité », dans Sylvestre, J.-P. (dir.), *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, Dijon, Educagri Éditions, 2002, p. 193-208.
- Latour, B., « Défendre la nature : on baille. Défendre les territoires : on se bouge », *Reporterre, le quotidien de l'écologie*, 23 novembre 2017, URL : <https://reporterre.net/Bruno-Latour-Defendre-la-nature-on-baille-Defendre-les-territoires-on-se-bouge>
- Lazarotti, O., « "L'habiter", sur un plateau », *Annales de géographie*, n° 704, 2015/4, p. 335-337, URL : <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2015-4-page-335.htm>
- Ledrut, R., *L'Espace en question*, Paris, Éditions Anthropos, 1976.

- Mathieu, N., « Le concept de mode d'habiter à l'épreuve du développement rural durable. Introduction », Académie d'agriculture de France, Paris, séance du 20 octobre 2010.
- Mitchell, W. J. T. (ed.), *Landscape and Power*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.
- Morizot, B., *Manières d'être vivant*, Arles, Actes Sud, 2020.
- Olwig, K. R. *Landscape, Nature and the Body Politic*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2002.
- Papy, F. et Mathieu, N., « Introduction », colloque « Habitants des nouveaux territoires ruraux. Vivre ensemble, partager les milieux et ressources », Académie de l'agriculture, Paris, 8 novembre 2008.
- Poindron, E., *Comment vivre en poète*, Bègles, Le Castor Astral, 2019, 137 p.
- Remy, J., « Spatialité du social et transactions », *SociologieS*, « Dossiers », juin 2016, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/5354>
- Sgard, A., Bonin, S., Davodeau, H., Dérizot, P., Paradis-Lelli, S., Toublanc, M., « Construire en commun par le paysage. Trois controverses paysagères relues à l'aune du bien commun », *Espaces et Sociétés. Biens communs et territoires*, n° 175, 2018/4, URL : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2018-4-page-105.htm>
- Sgard, A., Fortin, M.-J. et Peyrache-Gadeau, V., « Le paysage en politique », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, septembre 2010, URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8522>; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8522>
- Stengers, I. *Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2020.
- Straus, E., *Du sens des sens (Contribution à l'étude des fondements de la psychologie)* (1935), traduit par G. Thines et J.-P. Legrand, Grenoble, Jérôme Millon, 1989.
- Toublanc, M. et Bonin, S., « La fabrique politique et habitante des limites urbaines : études de cas à l'île de La Réunion », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 2, juillet 2019, URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/14503> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14503>
- Tsing, A., *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme* (2015), traduit par P. Pignarre, Paris, les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2017.
- Voisenat, C. (dir.), *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*, Paris, Éditions de la MSH, 1995.
- Walter, F., *Les Figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, EHESS, 2004.

NOTES

1. Plutôt que conflit, nous emploierons ici le terme controverse qui désigne d'abord une discussion argumentée, ensuite l'ensemble des éléments divergents ou antinomiques d'un débat. Il nous a semblé plus adapté car les situations analysées, d'une part, le sont principalement à partir d'une analyse de discours (la dispute au sens d'échange d'arguments), d'autre part, ne sont pas toutes structurées par des antagonismes ou des divergences profondes.
2. Pour signifier les choses ou le monde physique qui nous environnent, le terme environnement pourra être ensuite employé par commodité.

3. Cette catégorie d'analyse est peu développée dans la littérature scientifique française : cf. les travaux de Shelley Egoz.
  4. LOADDT : loi orientation pour l'aménagement et le développement durable ; SRU : loi solidarité et renouvellement urbain.
  5. Un processus qui s'inscrit dans le sillage des travaux de Jackson (2003), lequel distingue le paysage politique associé à l'action planificatrice et aménagiste de la puissance publique du paysage vernaculaire fruit des actions des populations.
  6. Pour des chercheurs en sciences sociales.
  7. Cet aspect n'est pas traité car il ne concerne pas la thématique du numéro.
  8. À rapprocher peut-être de ce que la philosophe Bernadette Bensaude-Vincent, interrogeant la conception du temps, nomme le « Temps paysage », autrement dit « l'hétérogénéité des lignes de temps toujours dissimulée, invisibilisée par le primat de l'échelle chronologique » (Bensaude-Vincent, 2021).
  9. Lequel incorpore le temps, passé et à venir.
  10. Avec d'autres écrits comme ceux de Barbara Bender, Denis Cosgrove, William Cronon, Kenneth Olwig.
  11. D'autant que leur critique vise la question de l'espace public plutôt que celle du paysage.
-

AUTEURS

CATHERINE GROUT

Catherine Grout est professeure en esthétique, HDR, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Laboratoire Conception Territoire Histoire Matérialité (Lacth).
c-grout[at]lille.archi[dot]fr

MONIQUE TOUBLANC

Monique Toubanc est sociologue, ingénieure paysagiste, maîtresse de conférences à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille, Laboratoire de recherche en projet de paysage (Larep).
m.toubanc[at]ecole-paysage[dot]fr